

الرقم	الموضوع <i>Femme et développement durable</i>		مركز المرأة العربية للتدريب والبحوث 
<i>Tunisie</i> البلد	موقع الواب :	المصدر : <i>Turess</i>	
العدد و [ص]:	التاريخ <i>2010-10-29</i>		

**3e congrès de l'OFA : « La femme et la dimension économique du développement durable », thème de la deuxième séance  
TAP Publié dans Info Tunisie le 29 - 10 - 2010**

Placée sur le thème « La femme et la dimension économique du développement durable », la deuxième séance du 3e congrès de l'Organisation de la femme arabe (OFA), tenue, jeudi après-midi, dans la banlieue nord de Tunis, a été axée sur les moyens de favoriser l'intégration de la femme arabe dans le processus de développement durable.

Mme Souad Abderrazak Mohamed, présidente de la séance et ministre soudanaise de l'éducation et de l'enseignement, a fait remarquer que le développement humain constitue un facteur vital pour gagner les enjeux de développement dans la région arabe.

« La féminisation de la pauvreté est un argument erroné », a-t-elle relevé, précisant que « l'activité économique ne distingue nullement entre féminin et masculin ». « Le détenteur du pouvoir est celui qui a toutes les aptitudes nécessaires pour s'intégrer dans le circuit économique », a-t-elle ajouté.

Les principales composantes de l'économie, a-t-elle précisé, sont le capital, les ressources humaines et la maîtrise de la technologie, faisant remarquer que ces composantes ne distinguent pas entre homme et femme et que celui qui possède ces éléments détient le pouvoir.

De son côté, M. Abdessatar Ati, universitaire et chercheur tunisien a présenté le document de base de la séance, dans lequel, il a fait remarquer que la pérennité des politiques publiques est tributaire de la bonne gouvernance, du développement économique, de la justice sociale et de la protection de l'environnement.

L'analyse de la réalité de la femme arabe et du développement durable, a-t-il souligné, vient démontrer plusieurs tares (dégradation de l'environnement dans le monde arabe, expansion urbaine, exode rural, analphabétisme, problèmes d'accessibilité aux prestations sanitaires, pauvreté et chômage).

Il a, également, fait état de la progression ralentie et inéquitable des femmes dans les pays arabes vers les postes de décision, ce qui fait que leur représentativité dans les différents postes de décision demeure dérisoire et se

limite uniquement aux sphères socio-économiques, déplorant l'absence de données sur le genre en matière d'accès aux postes de décision dans le secteur privé.

A cet égard, le conférencier a avancé une série de propositions visant à faire de la femme un partenaire à part entière de l'homme dans le processus de développement.

Il s'agit, a-t-il indiqué, de procéder à une évaluation des politiques publiques tout en prenant en considération le genre social et d'adopter une approche pragmatique visant à identifier les principales causes de la pauvreté en milieu féminin, aux fins de renforcer leurs capacités économiques et d'accorder un intérêt accru à la formation, tout en veillant à faire en sorte que l'enseignement réponde aux besoins du marché de l'emploi.

D'autre part, l'orateur a souligné la nécessité d'encourager l'entrepreneuriat et l'emploi des femmes, à travers la création d'un environnement favorable aux affaires, l'assouplissement des formalités d'enregistrement et la garantie des sources de financement, en plus de la promotion de la politique économique, à la faveur de statistiques et d'indicateurs fiables sur le genre social.

Il a, également, estimé indispensable d'évaluer les politiques publiques et les stratégies tout en prenant en considération le genre social, l'objectif étant de lutter contre le phénomène de la féminisation de la pauvreté et de combattre la pauvreté des femmes, à travers l'adoption d'une approche globale en dehors des programmes des micro-crédits.

Le conférencier a souligné la nécessité de lutter contre la violence à l'encontre de la femme et l'image stéréotypée de la femme.

Evoquant la femme au pouvoir et aux centres de décision, M. Abdessatar Ati a mis l'accent sur l'impératif de favoriser l'égalité des chances entre l'homme et la femme dans la vie politique, en tant que droit démocratique et essentiel pour la bonne gouvernance, tout en insistant sur la discrimination positive et la lutte contre l'image stéréotypée liée au recrutement dans les postes de décision notamment ceux qui sont prédominés par les hommes et en oeuvrant à mettre en place des programmes visant à accroître les capacités des femmes qui postulent pour des postes politiques.

Cheikha Seif El Chamssi (Emirats Arabes Unis) a fait un exposé sur la situation actuelle de la femme arabe passant en revue les solutions susceptibles d'être adoptées en vue de garantir un développement durable dans le monde arabe.

Elle a indiqué que les statistiques établies, au titre de la période 2000-2005, ont fait ressortir que les pays arabes ont enregistré un développement notable qui s'est accompagné d'une régression des taux de chômage et une augmentation du niveau de la participation de la femme à la vie active.

La conférencière a, par ailleurs, relevé que l'évolution quantitative du secteur de

l'emploi n'a pas été accompagnée, en général, d'une amélioration de la qualité de la main d'œuvre, s'agissant du niveau de compétence et de la formation scientifique et technologique.

Elle a, dans ce contexte, cité le rapport de l'ONU de 2009 qui avait attiré l'attention sur les retombées néfastes de la crise économique et financière mondiale sur la situation de la femme et des enfants dans les pays pauvres. Mme El Chamssi a analysé les différences qui existent entre le secteur public et le secteur privé au niveau dans le monde arabe, en matière d'emploi des femmes. Elle a souligné les licenciements de la main d'œuvre féminine dans le secteur privé, notamment, dans le secteur des services, l'industrie et l'agriculture (femme rurale).

Elle a, à ce propos, proposé des solutions en vue de conforter le rôle de la femme dans le développement économique durable. Il s'agit d'œuvrer en vue d'accroître, dit-elle, les compétences féminines et d'améliorer sa formation scientifique et technologique ainsi que sa créativité en mettant l'accent sur les industries à haut contenu cognitif, en veillant à hisser l'indicateur de l'empowerment du genre social dans les pays arabes et à restreindre l'impact des coutumes sociales qui entravent le développement de la femme.

Pour sa part, Dr. Mona Beradai (Egypte) a appelé à dynamiser davantage les politiques adoptées dans les pays arabes et de multiplier les opportunités d'emploi de la femme dans le monde arabe afin de renforcer sa participation au processus du développement économique.

Elle a, à ce propos, relevé que la promotion de la condition de la femme arabe dans les différents domaines et particulièrement dans le domaine économique est une responsabilité partagée entre l'OFA et les différentes composantes de la société civile arabe.

Les participants ont soulevé plusieurs questions portant sur la place de la femme arabe dans le processus du développement économique ainsi que les entraves auxquelles sont confrontées les femmes dans certains pays arabes et qui les empêchent de s'affirmer dans le domaine économique.

Les participants ont également évoqué la question du niveau d'acceptation, dans les sociétés arabes, du travail de la femme et de son accès à l'éducation et à l'enseignement. Ils ont appelé à approfondir la réflexion et les études portant sur la femme et la dimension économique dans le développement durable et à améliorer la qualité de la participation de la femme au marché de l'emploi.